

Cette Loi sur les nationalisations permit à l'Etat français d'acquérir 100% des actifs (avec dédommagement) de 39 banques, deux institutions financières et cinq groupes industriels de premier ordre, parmi lesquels on retrouve les chefs de file des industries chimiques et d'équipements électriques, de même que les leaders des industries de la verrie et de l'aluminerie. En outre, par le biais de négociations avec certaines compagnies privées, le gouvernement socialiste étendit son entreprise sur d'autres secteurs importants tel l'armement. Ces acquisitions augmentèrent non seulement la taille du secteur public français, mais modifièrent la nature des avoirs d'entreprises du gouvernement en faveur des entreprises de pointe de la haute technologie et des industries transnationales plus compétitives. Afin de mieux illustrer l'importance des entreprises du secteur public, on peut comparer la part qu'elles occupent dans l'activité économique nationale, avant et après les nationalisations de 1982:

Employés	Investissements	Valeur ajoutée	Exportations
Avant 1982: 13%	29%	21%	11%
Après 1982: 16%	36%	28%	23%

(Référence: Haut Conseil du Secteur Public, Rapport 1984, Paris, La Documentation française, p. 13)

Le gouvernement Mitterrand a bel et bien utilisé ses avoirs d'entreprises pour mettre sur pied des plans sectoriels visant à rationaliser et moderniser l'industrie française. Cette restructuration a été réalisée dans l'industrie de l'acier, celle des produits chimiques et des métaux non-ferreux et dans les industries de l'électronique de la construction navale et de la machinerie lourde — les entreprises d'Etat dominant dans les quatre premiers secteurs mentionnés.

Mais après seulement deux ans au pouvoir, les socialistes ont radicalement remis en cause leurs ambitions dans le secteur public; l'échec des politiques keynesiennes de la relance économique provoqua une crise politique à la suite de trois dévaluations successives du franc, et en mars 1983, la nomination du "technocrate" Laurent Fabius au poste de ministre de l'Industrie marqua les débuts d'une période d'austérité. Comme suite logique à ses nouvelles priorités macroéconomiques, le gouvernement socialiste appela de ses vœux la mise en pratique des principes de bonne gestion au secteur public. Il réduisit les subventions aux entreprises d'Etat déficitaires,